

**MARYSE DUMAS.** La secrétaire confédérale de la CGT, à Montpellier jeudi, insiste sur la possibilité de créer un rapport de force durable pour mettre en échec la politique du gouvernement.

# « Faire que les salariés aient confiance en eux »

Maryse Dumas, secrétaire confédérale de la CGT, était de passage à Montpellier jeudi dernier, où elle a donné un meeting de rentrée dans le cadre d'une campagne nationale. Confiante et déterminée, elle insiste sur l'enjeu des élections prud'homales du 3 décembre dans un contexte social très préoccupant.

**Quelle est l'objet de votre tournée dans les régions ?**

« La préoccupation de la CGT est de permettre aux salariés d'avoir suffisamment confiance en eux pour se mobiliser, porter leurs revendications et obtenir gain de cause. Il y a un écart très important entre l'impopularité des mesures prises actuellement par le gouvernement ou le patronat sur des sujets majeurs (salaires, prime transport, emploi, droit du travail) et les mobilisations que nous constatons. Notre rôle est de travailler à une plus grande syndicalisation.

**Le moment est d'autant mieux choisi que les élections prud'homales approchent dans un contexte de fermeture de nombreux conseils...**

Effectivement. Le patronat, depuis des années, se bat pour ne plus avoir à répondre devant la justice du non respect du droit du travail. Il fait donc en sorte de changer le code du travail de façon à supprimer les possibilités de recours des salariés. En même temps, il travaille, lorsque les salariés ont encore des possibilités juridiques, à ce que ces recours soient tellement compliqués et longs qu'ils en deviennent virtuels. La réforme de la carte judiciaire, qui va rendre la justice prud'homale plus lointaine et plus compliquée, participe de cette offensive patronale d'affaiblissement du droit des salariés. Il y a également une autre échéance importante, plus proche : un appel à des manifestations sur tout le territoire le 7 octobre dans le cadre d'une journée syndicale mondiale.

**De plus en plus de salariés du privé se mobilisent, se syndiquent...**

C'est le résultat d'un travail syndical de longue haleine. Nous avons voulu repenser nos propositions revendicatives pour qu'elles soient davantage tournées vers les salariés du privé, en particulier des petites entreprises, qu'il soient en CDD, à temps partiel ou en intérim.

Par ailleurs, toutes les enquêtes d'opinion confirment que la première raison que donnent les salariés du privé pour ne pas se syndiquer, c'est la crainte des ré-



« Il ne faut pas se laisser impressionner par la mécanique infernale qui donne l'impression d'un rouleau compresseur. »

PHOTO DAVID MOURGANTON

présailles patronales. Il y a beaucoup de créer une véritable démocratie sociale dans ce pays.

**Il y a eu des mobilisations au printemps, mais ce n'était pas suffisant. Comment faire reculer le gouvernement ?**

Ce gouvernement a une méthode faite à la fois de coups de force et de réformes qui se succèdent à vitesse grand V pour nous empêcher d'avoir le temps d'un débat public et démocratique. C'est vrai que jusqu'à présent, ça a marché, sauf qu'on est maintenant dans la phase d'application des réformes.

Pour l'instant, le gouvernement a fait le plus facile : faire voter à l'Assemblée Nationale, par une majorité qui lui est acquise, des

textes de loi. Par contre, faire entrer ces textes dans la vie, c'est une autre paire de manches. C'est là que nous lui donnons rendez-vous, avec les salariés et le plus grand nombre de syndicats, pour empêcher qu'un certain nombre d'aspects entrent dans la vie. Je pense en particulier à la déreglementation du temps du travail, au développement de la précarité, au fait d'obliger les chômeurs à accepter n'importe quel boulot...

Ce qui va détruire les conditions salariales des salariés qui ont un emploi. Le principal est de ne pas se laisser impressionner par la mécanique infernale qui donne l'impression d'un rouleau compresseur. La politique de Sarkozy,

c'est beaucoup une politique de communication, en plus du fond, bien sûr. C'est une bataille idéologique sans merci. Le meilleur moyen d'y répondre et de le stopper, c'est de construire des rapports de force durables dans les entreprises.

**Que répondez-vous à ceux qui seraient tentés de baisser les bras ?**

C'est vrai que depuis plusieurs années, le rapport de force est défavorable aux salariés et que des réformes désastreuses sont passées. Mais justement, le rôle des militants syndicaux est de démontrer que ce n'est pas inéluctable et qu'on peut toujours inverser le cours des choses. Depuis 10-15

ans, on nous dit : il faut privatiser tous les services publics pour permettre une libre concurrence, qui elle-même permettra une baisse des prix... or quel est aujourd'hui le vécu de la majorité des consommateurs ? Non seulement la privatisation n'a pas fait baisser les prix, bien au contraire, mais en plus il n'y a plus les moyens d'assurer une cohésion sociale parce qu'on n'a plus les services publics qui correspondent. On nous a dit : il faut réformer les retraites, allonger les durées de cotisation pour sauver le régime des retraites. Or quelle est l'expérience qu'on vit aujourd'hui ? Non seulement le problème des retraités ont de moins en moins de pouvoir d'achat.

Je crois qu'à partir de cette expérience il y a la possibilité de construire des alternatives ré pondant véritablement aux besoins des gens et aux besoins économiques de notre pays.

**Quelles sont les priorités revendicatives de la CGT ?**

L'urgence, ce sont les salaires. Il faut obtenir des négociations salariales partout dès ce semestre. La deuxième urgence, très complémentaire, c'est l'emploi, autant dans le volume que dans la qualité. Il faut des emplois stables et à temps plein pour tous. Plusieurs millions de salariés en France sont dans des petits boulots et voudraient travailler à temps plein. C'est ça le « travailleur plus ! » Ce n'est pas les heures supplémentaires qui vont régler ce problème.

Enfin, le troisième point, c'est la croissance : on a un gouvernement oublié par la classe aux chômeurs, au droit du travail, aux protections sociales et qui est totalement absent de la politique industrielle, de la recherche, de l'investissement ; or c'est là-dessus qu'il faut travailler. La croissance a besoin de relance du pouvoir d'achat, notamment celui du plus grand nombre.

**Vous êtes confiante dans la suite des événements ?**

La CGT a plus d'un siècle d'existence. Quand on regarde ce qu'a été l'histoire syndicale, elle est déjà passée par des périodes très dures. C'est parce que des milliards ont continué à porter les questions des transformations et du progrès social que des périodes plus fastes ont pu s'avoir. C'est avec cette leçon du passé, cette expérience que nous sommes déterminés à construire un avenir meilleur pour notre pays et confiants dans la possibilité qu'il puisse se faire. »

RECUEILLI PAR AMÉLIE GOURSAUD